

GRAND DEBAT NATIONAL DU 9 MARS 2019 A VILLE-Sous-ANJOU (ISÈRE)

Réunion d'initiative locale organisée par les Maires de Chalon – Cour et Buis – La Chapelle de Surieu – Monsteroux-Milieu – Montseveroux – Saint-Romain-de-Surieu – Vernioz – Ville-Sous-Anjou et animée par Monique LIMON Députée 7^{ème} circonscription Isère.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

La République est mise à mal par les gilets jaunes et c'est choquant dans un pays démocratique
Le mouvement des gilets jaunes il faut l'entendre, mais comment l'entendre ?

Il manque l'écoute du public, la citoyenneté est maltraitée il faudrait des référents dans les villages.

Internet est un outil dangereux. Il faut privilégier les rencontres entre les humains. Il favorise

Il y a un déséquilibre entre les territoires urbains et ruraux, la ruralité est délaissée.

Comment mieux vivre à la campagne ?

Le SCOT densifie la campagne, on augmente les constructions, faire une ville à la campagne est-ce que c'est mieux ?

Trop peu d'aide pour les enfants handicapés, les lois existent mais elles ne sont pas appliquées.

Trop de strates dans le gouvernement, trop de réunions, c'est une perte de temps et d'efficacité. Les élus se dispersent beaucoup. Il manque parfois des compétences car les problèmes sont de plus en plus techniques. Il n'y a pas assez d'élus pour certains et trop pour d'autres.

Les députés semblent avoir trop de travail peut-être faudrait-il plus d'élus.

A quoi sert le Sénat ?

Il faudrait mieux réfléchir aux projets en amont et les évaluer. Il faudrait réorganiser la réflexion sur les projets structurants.

Ce que l'on demande dans le SCOT lorsqu'on construit à la campagne, est de regrouper et de ne plus faire de mitage. Si on regroupe dans le centre des villages on reconstruit un habitat de ville et non pas un habitat de campagne dispersé.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Il faudrait former les gens sur la fiscalité car on entend « ce n'est pas la peine que je travaille car l'Etat va tout prendre ». L'Etat ne va pas tout prendre !

37 euros pour 1000 euros de dépenses : c'est simplement la charge de la dette, c'est 3,7%. On entend dire que l'Etat emprunte à taux négatif ?

Les collectivités ont le droit de renégocier leurs prêts mais elles ne le font pas sinon elles vont payer des pénalités. Elles ne renégocient donc pas leurs prêts.

Certaines décisions politiques impactent lourdement l'avenir, par exemple le problème des déserts médicaux.

Pour une fiscalité plus juste et plus efficace, il faut la simplifier. Il faut qu'on comprenne ce que l'on fait.

Le problème des dotations : les règles qui sont imposées aux collectivités locales leur coûtent plus cher. Quand elles appliquent ce qu'on leur demande cela coûte plus cher ce qui a un impact sur la baisse des investissements. Il faut que l'Etat mesure concrètement l'impact des baisses de dotations.

Quelle hausse de fiscalité ? arrêtez les hausses et arrêtez les nouveaux impôts.

Il faut rationaliser les services publics mais il ne faut pas baisser la qualité.

Protection sociale : on est pour mais il faudrait de vrais contrôles, protéger les gens c'est indispensable mais il faut aussi contrôler les abus.

Comment la financer ? il faudrait déjà comprendre ce que l'on finance aujourd'hui pour pouvoir se prononcer.

Ecologie : taxe incitative. On a le sentiment que c'est un prétexte pour justifier les hausses et elle est perçue comme une sanction.

Services publics : il ne faut pas réduire, il faut optimiser, réorganiser.

La loi de finances est votée chaque année et on n'a pas le temps de la mettre en place que déjà, une autre vient la remplacer.

La cour des comptes : pourquoi on ne se rapproche pas de ces rapports-là pour améliorer les choses ? pourquoi les ministères n'utilisent-ils pas cette évaluation pour améliorer les résultats.

Taxe incitative : ce n'est pas qu'une augmentation du coût, cette taxe sert à financer le coût du service et cela amène à une augmentation du coût du service en particulier sur la CCPR. On n'augmente pas le coût du traitement mais cette taxe finance le coût du service. Si on ne veut pas augmenter il faut diminuer les déchets.

TRANSITION ECOLOGIQUE

Elle a un coût mais elle peut apporter des emplois.

Pollution camions étrangers qui traversent la France, est-ce qu'il ne faudrait pas les mettre dans les trains ou utiliser le transport fluvial ?

Mobilité : la place de la voiture est un vrai problème dans nos campagnes. Il faudrait plus de transports en commun et développer le co-voiturage si possible organisé par la Mairie. Il faudrait un référent transport dans les Mairies, non pas pour organiser le transport mais pour aiguiller, renseigner.

Alimentation et produits de qualité : il faudrait que les décrets sortent plus vite. Les lois ne sont pas suffisamment appliquées et pas assez vite.

Protéger la biodiversité. L'agriculture est sinistrée dans nos régions.

Problème de l'ambrosie, on n'arrive pas à s'en débarrasser, les lois ne sont pas assez claires.

Sauver les haies pour l'environnement.

Ecobuage : les agriculteurs ont-ils le droit ou pas ? les lois ne sont pas claires non plus sur ce sujet.

On a envie d'un Etat plus fort. On trouve qu'il y a trop de contraintes administratives, trop de lois, trop de démarches, la question de la force de l'Etat pose du coup question ? comment s'organiser pour apaiser ?

Faut-il plus de députés ?

Emmanuel Macron l'a annoncé dans sa campagne mais si on réduit le nombre de députés c'est particulièrement pour faire des économies.

Est-ce qu'il y a assez d'élus ou pas assez tous élus confondus ? Puisqu'on veut de la représentativité, que la parole des habitants soit entendue et qu'on mette en application la parole des habitants, il faut que quelqu'un puisse les écouter et puisse mettre en place les politiques d'actions. Il faut qu'on puisse contrôler ces politiques d'actions. Si on met plus de techniciens, cela veut dire que les techniciens mettront en place une organisation qui leur conviendra et qui ne remettra pas en question leur organisation. Qui fait ce travail de représentativité ?

La compétence et le travail : trop de réunions ? dans certaines réunions les représentants sont absents et ils ne représentent plus la structure pour laquelle ils devraient défendre le point de vue ou l'avis.

Quand on parle du cumul des mandats, sans rentrer dans des considérations trop techniques, il faut mesurer si l'on supprime des élus ce que cela peut entraîner. Le fait de limiter le nombre de mandats, on perd de la compétence.

La parité : il devrait y avoir une 4^{ème} adjointe dans mon conseil, le 4^{ème} devait être une femme et personne n'a voulu prendre cette compétence, du coup l'exécutif compte seulement 3 adjoints.

Imposer des règles des quotas etc. ce n'est pas toujours pertinent.

Si on veut plus de participation des habitants il ne faut pas diminuer le nombre d'élus

Il y a un manque d'aides lorsque le conjoint est hospitalisé en EHPAD. Les prix sont exorbitants au regard du niveau des pensions de retraites et les aides trop insuffisantes. Cela repose ensuite sur les enfants.

Démocratie participative ou représentative : plus d'élus mais aussi la formation des élus. Tout élu devrait systématiquement être envoyé en formation pour être efficace plus vite.

La demande de démocratie participative est forte. Les conseils locaux sont importants.

Quand on voit les élus engagés, on s'occupe de la chose publique et quand on côtoie les Maires on voit leur engagement. Oui à la vraie politique et non à la politique politicienne. Il faut remettre les choses en place, les Maires au centre du village pour stopper la fausse information.

Il faudrait qu'on intègre mieux le tissu associatif. Il se passe plein de bonnes choses dans les associations. Il y a de la solidarité et cela devrait être intégré dans la vie collective. Chacun dans son coin travaille bien mais s'il y avait des liens entre les associations, cela faciliterait cette démocratie participative.

Associations : effectivement on a organisé une réunion de toutes les associations pour savoir qui fait quoi et comment ? cela nous rend plus forts. Je crois beaucoup au tissu associatif.

